



OSONS la BIO !

**Cahier propositionnel
pour 20% de bio en 2020 !**



SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
20 MESURES ET ORIENTATIONS URGENTES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN FRANCE	4
L'IMPORTANCE D'UNE POLITIQUE PUBLIQUE NATIONALE CLAIRE ET AFFIRMÉE	14
POURQUOI LA BIO ?	15
LES VERITES SUR LA BIO	17
LA BIO ET LES AGRICULTURES	21
LA FIN DU MODÈLE AGRICOLE INDUSTRIEL : CHIFFRES ET MOTIFS D'INDIGNATIONS	22
PRESENTATION DE NOS ORGANISATIONS	24
POUR AGIR : CITOYENS, OSEZ LA BIO !	26
LES RENDEZ-VOUS DE LA CAMPAGNE !	27
PROSPECTIVE : LA FRANCE EN 2050 : LE PAYSAGE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE AVEC 50% DE SURFACES EN BIO	28

INTRODUCTION

A partir des années 60, l'agriculture française et européenne a connu un formidable essor de productivité basé sur le recours à une énergie fossile bon marché. Très rapidement, ce succès s'est transformé en casse-tête avec l'apparition d'excédents et de problèmes sanitaires et environnementaux, le tout dans un contexte de concentration et de spécialisation des structures de production qui a ébranlé le monde rural. Depuis la mise en place des quotas laitiers en 1984, le cadre politique et législatif européen n'a cessé d'évoluer pour tenter d'intégrer ces nouveaux défis, afin de rétablir l'équilibre des marchés et affiche la volonté de s'orienter vers une agriculture plus durable.

C'est à cette époque charnière que l'agriculture biologique est d'abord sortie de la marginalité, avant de s'imposer comme le chef de file de l'alternative agricole. Pour rattraper le retard de la France au sein de l'Europe, du à des refus du monde conventionnel de voir le mode biologique se développer, des plans pluriannuels de développement ont été mis en place. Le Grenelle de l'environnement a confirmé cette volonté en affichant l'ambition d'atteindre 6% de la surface agricole utile (SAU) française en 2012, et 20% en 2020.

Or le constat fait aujourd'hui est sans appel : nous n'atteindrons pas les 6% de surface agricole utile en 2012. Le développement de l'agriculture biologique est réel (ces deux dernières années 15 agriculteurs par jour ont décidé de passer au bio), mais encore bien loin des conversions nécessaires pour atteindre cet objectif de 20%. En effet, malgré une prise de conscience effective, loin d'avoir renoncé au « modèle » de développement qui mène pourtant l'agriculture dans une impasse, les politiques qui ont été conduites depuis 25 ans n'ont fait que le conforter en continuant à irriguer massivement d'argent public. C'est en France, premier consommateur de pesticides en Europe, que l'hypocrisie est la plus criante. D'un côté une agriculture égocentrique qui rechigne à répondre aux attentes citoyennes et qui brandit le spectre de la sécurité alimentaire mondiale pour justifier son entêtement dans une fuite en avant technologique et une spécialisation outrancière. De l'autre un nouveau modèle d'économie sociale et solidaire, moderne, qui entretient un rapport de coopération avec le milieu naturel et permet une occupation plus harmonieuse du territoire par l'association cultures et élevage. Il va falloir choisir.

L'année 2012 sera une étape déterminante à double titre pour l'avenir de l'agriculture. Les élections présidentielles et législatives seront l'occasion de réexaminer ces enjeux à l'aune des choix des citoyens. Dans la foulée, la nouvelle majorité devra se positionner rapidement sur la réforme de la PAC qui fixera le cap pour l'agriculture de l'Union Européenne sur la période 2014-2020 et donc pour une grande part celui de l'agriculture biologique.

C'est dans cette perspective que nous proposons aux candidats, une liste de 20 mesures à mettre en œuvre pour faire le pari de l'agriculture biologique, comme moteur de l'agriculture durable, et rendre possible l'objectif des 20% en 2020. **Pour concrétiser ce projet d'intérêt général, nos organisations demandent au futur Président de la République la mise en place d'un nouveau plan de développement de la bio ambitieux, co-construit dans un cadre interministériel et participatif avec les acteurs de la filière et les mouvements associatifs et citoyens.** L'impulsion devra lui être donnée à travers des politiques agricoles territoriales cohérentes et pérennes. Six propositions cadres concrétiseraient ce plan : les mesures "politiques agricoles européenne et française", "recherche et actions publiques d'accompagnement", "foncier", "filieres et innovation", "consommation" et "gouvernance". C'est le pari d'oser affirmer que l'on peut concilier souveraineté alimentaire et environnement.

20 mesures et orientations urgentes pour le développement de l'agriculture biologique en France

La France devra contribuer à la mise en place d'une réforme de la Politique Agricole Commune qui engage résolument l'agriculture européenne dans une nouvelle direction.

1/ En affichant haut et clair un objectif prioritaire de souveraineté alimentaire :

- L'Europe n'a pas de vocation naturelle à exporter sur le marché mondial.

2/ En allouant de façon équitable son aide de base :

- Les références historiques des droits à paiement unique doivent être harmonisées au plus vite (par un lissage national des références historiques) au plus vite et avant 2019 au plus tard.

3/ En octroyant prioritairement les soutiens additionnels aux exploitations qui contribuent à la préservation de l'environnement :

- Mettre en place un nouveau mode de calcul des aides, basé sur le principe des « coûts de pollution évités », ou les « services environnementaux » en tenant compte des emplois plus que de la taille de l'exploitation : aide au projet ou une aide surfacique modulée. [1]

Discrimination pour les paysans qui mettent en œuvre des Mesures Agro Environnementales ?

Les MAE sont des mesures qui permettent d'avancer vers une agriculture plus respectueuse de l'environnement, notamment vers la conversion à l'agriculture biologique. Mais souvent leur "administration" est complexe voire contrecarrée par les services de l'Etat, notamment concernant le retard récurrent des délais de paiement.

Ces mesures doivent devenir de vrais soutiens, avec les mêmes fonctionnements que les aides du premier pilier, jugées prioritaires par les pouvoirs publics tout en restant dans un deuxième pilier rénové et clarifié, pour que cessent les distorsions de concurrence entre agriculteurs qui veulent faire évoluer l'agriculture et les autres. [2]

Soutenir la dynamique de conversion biologique pour changer d'échelle.

4/ Garantir un soutien public clair et sans équivoque aux conversions :

- Une aide à la conversion assortie d'un engagement de 5 ans minimum de la part de l'état et du producteur et d'un montant incitatif par rapport aux mesures de réduction des phytosanitaires.
- Accompagner, à travers la systématisation des pôles conversion bio en régions, la consolidation et le fléchage des crédits d'animation et le soutien aux réseaux spécialisés.
- Généraliser les diagnostics globaux de conversion : proposer systématiquement une étude de faisabilité du passage en bio lors de toute installation agricole et conditionner le versement des aides à sa réalisation.

Expérience pôle de conversion en Poitou-Charentes :

Pour répondre collectivement aux enjeux du Grenelle de l'environnement et en décliner les objectifs sur la région, un « pacte bio 2010-2020 » régional (scénario prospectif retenu pour développer la bio à travers une contractualisation régionale de l'amont de la filière) a été adopté par tous les acteurs du développement de l'agriculture biologique en Poitou-Charentes.



Le lancement du Pôle Conversion Bio régional s'inscrit dans cet esprit et veut répondre à l'enjeu de la sécurisation du passage en bio. Il s'agit du guichet unique de la bio régionale, qui propose une offre de services complète à chaque producteur, qu'il soit seulement en recherche d'information sur l'agriculture bio ou qu'il souhaite un accompagnement complet pour son projet de passage en bio. [3]

5/ Soutenir les conversions par le renforcement de l'identité spécifique de l'agriculture bio : en complétant et en faisant évoluer la réglementation biologique dans le respect de ses fondamentaux et de ses exigences de haute qualité (environnementale, sociales, alimentaire...), à travers les instances françaises (INAO) et européennes. Le développement des conversions s'appuie sur une connaissance et une maîtrise par les paysans des enjeux réglementaires. [4]

La bio et les OGM

Les agriculteurs biologiques ne sont pas réfractaires au progrès, mais ils sont opposés à la mise en culture des plantes génétiquement modifiées pour les mêmes raisons qu'ils refusent d'utiliser les produits chimiques de synthèse. Car c'est la même logique mercantile qui est à l'œuvre dans les deux cas et les mêmes risques à long terme pour la santé humaine et la biodiversité qui sont encourus.



Sous les prétextes fallacieux d'une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires et d'une augmentation des rendements, les promoteurs des OGM tentent de faire croire qu'ils agissent en faveur de l'environnement et de la sécurité alimentaire mondiale. A peine plus de 10 ans après les premières mises en culture en Amérique et en Asie, les premières failles sont apparues : insectes et plantes invasives résistantes, augmentation de rendements pas au rendez-vous...

Combien de temps faudra-t-il encore pour que cette supercherie éclate au grand jour ? En attendant, nous suggérons à la recherche française de prendre de l'avance sur la compréhension des systèmes biologiques, plutôt que de se lamenter sur leur retard dans une course pour un saut dans le vide.

6/ Soutenir les conversions en renforçant l'autonomie des fermes bio : garantir, par le droit, aux agriculteurs, aux jardiniers et aux artisans de produire, d'échanger et de commercialiser des semences paysannes et des préparations naturelles peu préoccupantes (qui doivent être exclues de la catégorie des produits phytosanitaires). [5]





Marie-Florence, Antoine
et Jean-Etienne PIGNIER
Montaigu (Jura)
Date de conversion : 2002

Marie Florence, Antoine et Jean Etienne Pignier, viticulteurs en GAEC, passés en biodynamie en 2002, partagent leur analyse dans un secteur qui a connu la plus forte progression de conversion en 2009 (+40%) : « si on était restés avec notre clientèle classique, avec la baisse du pouvoir d'achat et de la consommation de vin, on serait finis ! En gagnant en qualité justement, on n'est plus dans la guerre des prix, on a perdu quelques clients mais nous avons ouvert de nouveaux marchés, dont l'exportation ». [6]

Faire sauter les verrous de la contrainte foncière pour permettre la pleine expression de l'agriculture biologique sur tout le territoire.

7/ Favoriser une politique foncière privilégiant l'équilibre des territoires et la protection de l'environnement :

- Donner priorité à une installation bio par rapport à un projet conventionnel ou un agrandissement. Utiliser le droit de préemption « pour motifs environnementaux » au profit des installations en agriculture biologique.
- Les SAFER, outils stratégiques de gestion du foncier agricole, devraient informer obligatoirement les structures paysannes bio de toute cession foncière à venir et permettre leur représentation dans leurs conseils d'administration. Leurs objets doivent être révisés pour s'adapter aux objectifs de 20% de bio en 2020.
- Favoriser la bonne transmission des exploitations bio en évitant des excès de spécialisation et d'agrandissement, par la fixation de nouveaux objectifs aux SAFER.
- Soutenir un développement territorial participatif au travers, notamment des outils de finance solidaire combinant des apports public / privé s'appuyant sur l'épargne citoyenne. [7]

L'expérience d'installation de la Grange des Près, Gard,

Partant d'une ferme vouée à être démembrée, comme tant d'autres, à la suite du départ en retraite du fermier et la mise en vente par les propriétaires, la Grange des Près et ses 120 hectares, située à Barjac, dans le Gard, est devenue, après instruction de la SAFER Languedoc Roussillon, la propriété de la foncière Terre de Liens, grâce à la mobilisation de l'épargne des citoyens locaux. Permettant ainsi de passer d'un seul homme sur sa ferme qui, répondant au modèle de l'époque, produisait blé, colza et maïs pour l'industrie... à 5 familles de jeunes paysans locataires : un paysan boulanger, un couple d'éleveurs porcins et apiculteurs, un éleveur de volaille, un éleveur de bovin viande et lait, et un brasseur.

Confortant ainsi la démarche de la mairie d'approvisionnement bio et local pour la cantine de l'école tout en inscrivant cette aventure dans l'expérimentation concrète d'un développement local écologiquement et socialement responsable.



8/ Permettre le desserrement de la contrainte urbaine sur les terres agricoles :

- Préserver la vocation agricole des terres cultivées en introduisant systématiquement dans les outils de gestion du territoire (Agenda 21, SCOT, PLU) les notions de ceinture verte et de zones agricoles protégées et en mettant en œuvre de véritables réserves foncières à vocation alimentaire.
- Permettre aux populations urbaines d'accéder à une certaine autonomie alimentaire, notamment de fruits et légumes sains et de saison, via le développement des jardins partagés bio en zone périurbaine en cofinçant des programmes d'accompagnement associatifs en lien avec l'habitat social. [8]

9/ Assurer la présence de productions biologiques dans les territoires les plus sensibles, notamment les zones à enjeu eau :

- Généraliser les pratiques sans pesticides sur les territoires sensibles.
- Encourager l'installation de producteurs bio dans des zones de captage prioritaires en rendant plus attractives les mesures agroenvironnementales territorialisées. [9]
- Développer les sites pilotes « eau et AB » et leur animation par des animateurs dédiés à l'accompagnement des changements de pratiques et de systèmes agricoles, pour chaque zone de captage prioritaire. [10]



Mettre l'innovation au cœur des filières dans les territoires.

10/ Pour créer de l'emploi, encourager la relocalisation de la production et des échanges alimentaires :

- Favoriser le développement de la diversité des productions bio dans les territoires (élevage, grandes cultures, maraîchage etc.), pour qu'il y ait une véritable complémentarité entre les productions animales et végétales et que la diversification des fermes aide les producteurs à résister aux aléas climatiques et économiques.
- De même, pour valoriser les productions locales, développer des outils de transformation diversifiés et de proximité, adaptés aux volumes de la production bio.
- Favoriser un équilibre entre les acteurs des filières bio : la valeur ajoutée doit être répartie équitablement dans la transparence et doit rester dans les territoires afin de permettre à tous de vivre de leur métier et de créer des emplois, non délocalisables et durables. [11]

- Dans une logique de marché, encourager des relations commerciales partenariales, concertées dans chaque territoire et entre les territoires : la concertation étant tout aussi efficace économiquement que la concurrence organisée par des oligopoles. [12]

11/ Organiser des filières biologiques innovantes :

- Définir des cadres réglementaires tenant compte des spécificités de l'agriculture biologique permettant aux acteurs, pouvoirs publics et consommateurs, une régulation collective des volumes, prix et qualité pour une véritable politique alimentaire ancrée dans les territoires.
- Soutenir l'émergence d'organisation, type « organisations alimentaires citoyennes », favorisant la concertation de tous les acteurs économiques sur un territoire donné, les pouvoirs publics jouant un rôle de veille afin que les intérêts généraux (maintien et création d'emplois, protection du territoire) priment toujours sur les intérêts privés (bénéfices démesurés, disparités salariales). [13]
- Définir et promouvoir de nouveaux critères de reconnaissance d'organisations de producteurs : remplacer le critère de concentration par celui de cohérence du projet (autour d'une filière de qualité, d'un abattoir, etc.).
- Assurer la participation des structures représentatives de l'agriculture biologique et d'acteurs pratiquant l'agriculture bio dans les commissions bio des interprofessions, notamment à la présidence dédiée de ces commissions. Par ailleurs la question du financement de ces structures est en question (voir encadré ci-dessous).

Fonctionnement des interprofessions : le dysfonctionnement des CVO :

Dans le cadre des interprofessions subies et non choisies, verticales en filière et donc à l'antithèse de la transversalité de l'agriculture biologique, la collecte des Cotisations Volontaires Obligatoires a été détournée de son but premier au profit d'intérêts privés opaques. Comme au temps des Fermiers Généraux taxant les paysans pour alimenter un intérêt particulier, ce système doit pouvoir être mis en échec par la mise à jour du réel fonctionnement de ce circuit de collecte de fonds.

Le cœur du dispositif prévu par la LMA, ce sont des interprofessions opaques dominées par l'aval et qui se donnent les moyens de fonctionner grâce au prélèvement arbitraire des CVO couvert par l'Etat. Ce schéma permettrait à l'Etat français de se retirer de tout engagement direct envers l'agriculture.

Les procédures judiciaires contre les CVO se multiplient donc partout en France. A la base de ces recours, la décision de la Commission Européenne du 10 décembre 2008 qui qualifie les CVO de ressources publiques ou de taxes parafiscales. Cette décision renvoie dans l'illégalité toutes les CVO prélevées avant la notification de 2008 à la Commission : c'est le fondement des demandes de restitution de CVO faites par l'APLI ou le Comité d'action des vignerons de Bordeaux (CAVB).

Mais la qualification de « taxes parafiscales » renvoie aussi les CVO d'après 2008 dans l'illégalité puisque le prélèvement d'une ressource publique doit faire l'objet d'une loi de finance votée par le Parlement. C'est le sens de la Question prioritaire de Constitutionnalité déposée par le CAVB à Libourne.

C'est aux paysans de saisir cette opportunité et de s'organiser sur leurs intérêts propres.

Le retour aux associations à adhésions libres peut remettre au centre des préoccupations, les paysans et leur métier.

Redéployer les moyens de la recherche - développement et de la formation agricole pour rendre possible le changement de paradigme.

12/ Renverser l'approche de la formation agricole en la recentrant sur l'agronomie :

- Mettre en place dans chaque établissement des formations biologiques qui ne soient pas optionnelles mais obligatoires et accélérer la conversion en bio des fermes des lycées agricoles.

13/ Mobiliser 20 % des fonds de recherche publique sur l'agriculture biologique :

- Développer notamment les recherches indépendantes sur les liens santé et environnement.
- Développer les programmes en recherche fondamentale, recherche appliquée et recherche participative, en cohérence avec les fondamentaux de l'agriculture biologique et en lien avec les organisations de producteurs, dans des conditions adaptées aux contextes pédo-climatiques et socio-économiques de chaque territoire. [14]

14/ Reconnaître les missions d'intérêt général des têtes de réseau des organisations bio à travers le fléchage de fonds CASDAR 2014-2020 :

- Organiser la migration, au minimum de 20% des fonds de développement professionnels (CASDAR) pour relancer le développement des pratiques bio.

15/ Valoriser les innovations issues des savoirs paysans :

- Dans le cadre des dispositifs publics territorialisés (type « MAE T » ou « animation de territoire »), vulgariser les pratiques agricoles biologiques au sein des fermes conventionnelles, de façon à faciliter les conversions ultérieures (animation par exemple sur compostage, désherbage mécanique, rotation des cultures...).
- Favoriser le travail de recherche paysanne et de transmission des savoirs paysans (système de parrainage, fermes pédagogiques, autodiagnostic).

L'agriculture biologique doit poser les bases d'une consommation plus responsable.

16/ Proposer un nouveau modèle alimentaire avec plus d'équilibre et moins de gaspillage :

- Créer un Plan National pour l'Alimentation Locale, Biologique et Solidaire avec l'objectif principal l'accessibilité des populations à une alimentation saine. Il s'agirait notamment de favoriser l'émergence de nouvelles structures d'économie sociale et solidaire (SCIC ou épargne solidaire) pour la collecte et la diffusion des produits, et le soutien aux projets favorisant l'accessibilité des produits biologiques aux populations défavorisées. [15]

17/ Soutenir la consommation de produits biologiques dans la restauration hors domicile :

- Confirmer l'objectif d'introduction de 20% de produits biologiques locaux dans la restauration hors domicile : restauration collective, restaurants d'entreprises ou administratifs pour 2015, en inscrivant l'introduction de produits bio locaux comme une priorité des politiques nationales et territoriales (notamment Programme National pour l'Alimentation et Programmes Régionaux pour l'Alimentation), de manière à éviter toute confusion entre production biologique locale et circuits courts conventionnels. [16]

- Mettre en place, notamment au niveau des préfectures de région, les moyens (financiers, puisque les dispositifs existent, notamment au sein du réseau FNAB) pour assurer la formation des cuisiniers et gestionnaires afin de permettre une introduction de produits biologiques en maîtrisant les surcoûts possiblement induits.

18/ Informer sur les garanties des produits bio :

- Mettre en œuvre de larges campagnes d'information pour sensibiliser les consommateurs aux avantages des produits bio et à une meilleure connaissance des labels de qualité, public ou privés existants. [17]
- Informer systématiquement les consommateurs sur le pays de production des ingrédients composant un produit alimentaire.



Enfin, mettre en place les conditions démocratiques et institutionnelles de ce changement.

19/ Redessiner un nouveau mode de gouvernance multi partenarial :

- Soutenir la pluralité des structures de conseil, en sécurisant l'existence des structures d'accompagnement spécialisées dans la bio qui travaillent pour tous les paysans bio (dont la reconnaissance du caractère d'intérêt général des missions liées à des objectifs de politiques publiques, et la clarification des modalités des relations contractuelles). [18]
- Pérenniser le GIP de l'Agence Bio, lieu de concertation et de communication au service de la bio, par l'octroi de moyens dédiés et appropriés.
- Réviser la gouvernance des SAFER, CDOA et comités de bassin en faisant entrer de nouveaux acteurs dans les comités de décision.
- Evaluer les politiques publiques à la lumière des indicateurs de transition écologique et sociale, qui devraient être établis en début de mandature, mais aussi à l'échelle européenne.

20 / Adapter la fiscalité pour la mettre en phase avec ces orientations :

- La fiscalité doit être un levier pour lutter contre la concentration des exploitations, en favorisant le travail plus que le capital, en instaurant une fiscalité progressive en fonction des choix d'organisation de l'exploitation (emploi, machinisme, agrandissement, etc.).
- Flécher la taxe parafiscale sur les produits phytosanitaires au profit des agences de l'eau pour le développement de la bio (par exemple accompagnement, aides directes, filières...).
- Passer la TVA de 5,5% à 19,6% pour les pesticides non homologués pour l'Agriculture Biologique et fixer une TVA à taux réduit, à l'image de l'Italie, pour les produits phytosanitaires utilisables en bio. [19]
- Renforcer la redevance pour pollution diffuse, issue de la Loi sur l'eau de 2006, en élargissant son champ d'application.
- Supprimer les avantages accordés aux agro-carburants (à travers la TGAP ou l'incitation communautaire d'incorporation dans les carburants).

L'ineptie économique et environnementale des agrocarburants

Différentes analyses, notamment du milieu bancaire ont montré le caractère non rentable de la filière agrocarburants (1ère génération) avant qu'on leur demande de modifier leur conclusion devant l'argument du débouché de la surproduction française. Le dernier rapport de l'inspection générale des finances a également dénoncé le caractère monopolistique de cette filière, entretenu par l'argent public à travers des exonérations fiscales.

Plus récemment, de grandes organisations et groupes de recherches internationaux ont montré le lien direct entre les crises alimentaires, la flambée des cours et la croissance des terres consacrées aux agro-carburants. A chaque fois les tenants de la filière et leurs alliés rappellent les 10% d'objectif de la directive européenne et donc le caractère durable des agrocarburants en matière environnementale. Cette question évaluative sur les agro-carburants (émission GES, crise alimentaire) a franchi un cap en ce début d'automne avec les nombreux rapports officiels qui tiennent compte de l'effet « changement d'affectation des sols » et démontrent leurs impacts négatifs. A tel point que cet objectif de 10% est remis en cause et fait l'objet d'âpres négociations. Cependant, il semblerait que le prochain projet de loi de finances compte faire perdurer les millions d'euros de niches fiscales accordés à cette filière. Il va falloir choisir entre alimentation et agrocarburants ! [20]

Notes :

- [1] p.4 pour aller plus loin, voir la position du collectif PAC 2013 sur : www.pouruneautrepac.eu
- [2] p.4 voir l'interpellation collective de Dacian Ciolos, commissaire européen, et sa réponse : http://www.fnab.org/index.php?option=com_content&view=article&id=188:dacian-ciolos-repond-aux-paysans-bio&catid=7:politiques-agricoles&Itemid=16 (voir également le site de l'association E3D)
- [3] p.5 voir espace Internet dédié : http://www.conversionbio.org/index.php?option=com_content&view=article&id=42:les-poles-conversion-bio
- [4] p.5 voir publication FNAB, série « défis de la bio », spéciale « réglementation » : <http://www.fnab.org/images/files/Se%20former%20s%20%27informer/Nos%20publications/Publication%20les%20d%C3%A9fis%20de%20la%20bio%20r%C3%A9glementation%20sept%202011.pdf>
- [5] p.5 voir campagne « semons la biodiversité » : <http://www.semonslabiodiversite.com/?cat=5>
- [6] p.6 voir publication FNAB, série « défis de la bio », spéciale « conversion » : http://www.fnab.org/index.php?option=com_content&view=article&id=30:les-defis-de-lagriculture-biologique&catid=14:nos-publications&Itemid=23
- [7] p.6 voir grand prix finances solidaires 2011 à l'association « Terre de liens » : http://www.finansol.org/UPLOAD/article/pages/175_article.php?PHPSESSID=5d7bf73459627bb789288da237847296
- [8] p.7 voir propositions du groupe de travail « consommer / se nourrir » des Etats généraux de l'économie sociale et solidaire (juin 2011, pages 4-8) : http://www.pouruneautreeconomie.fr/sites/default/files/synthese_cahiers_desperance.pdf
- [9] p.7 le CGEDD et le CGAAER ont publié un rapport sur la « mise en place des programmes de protection des aires d'alimentation des captages pour l'eau potable » (juin 2011) : http://www.fnab.org/index.php?option=com_content&view=article&id=231:rapport-cgedd-sur-les-aires-dalimentation-de-captage&catid=12:eau-et-environnement&Itemid=21
- [10] p.7 sites pilotes « eau et agriculture biologique » : http://www.fnab.org/index.php?option=com_content&view=article&id=98:point-presse-le-24-fevrier-eau-et-agriculture-biologique&catid=19:espace-presse&Itemid=44
- [11] p.7 voir colloque « comment construire des filières efficaces et solidaires en agriculture biologique ? » : http://www.fnab.org/index.php?option=com_content&view=article&id=139&Itemid=25
- [12] p.8 voir fiches structuration amont des filières en agriculture biologique : http://www.fnab.org/index.php?option=com_content&view=article&id=212:fiches-transervalles-sur-les-filieres-de-commercialisation&catid=10:filieres-de-commercialisation&Itemid=19
- [13] p.8 voir à l'étranger, par exemple, l'expérience allemande « UNSER LAND » qui traite de 200 produits avec plus de 200 fermes : <http://www.unserland.info/englisch>

[14] p.9 on pourrait faire référence ici à la proposition de Matthieu Calame, ancien président de l'institut technique de l'agriculture biologique (ITAB), pour un Grenelle de la recherche agronomique : http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/09/06/l-inra-devrait-ouvrir-un-grenelle-de-la-recherche-agronomique_1407177_3232.html

[15] p.9 via des initiatives comme les « [bio-cabas](#) » de Lille, voir recueil national d'expériences réalisé par la FNAB en 2011 (à paraître).

[16] p.9 l'efficacité des campagnes de communication se joue sur la diversité des émetteurs et des publics visés. Il faut donc compter sur les campagnes nationales de l'Agence bio, relayées ou complétées par les réseaux spécialisés et associations locales et nationales.
<http://www.agencebio.org/>

[17] p.10 voir le site dédié : <http://www.repasbio.org/> et le film réalisé sur l'expérience Champagne Ardennes : http://www.dailymotion.com/video/xlqmx9_bio-et-local-en-restauration-collective-c-est-possible_lifestyle

[18] p.10 voir la lettre ouverte au ministre (Miramap – terre de Liens – Fnab – FNCivam – Attac – Amis de la terre – Colibri) pour une reconnaissance de l'agriculture paysanne, bio et durable comme une activité d'intérêt général : http://miramap.org/IMG/pdf/Lettre_ouverte_-_mise_en_page_V2.pdf

[19] p.11 voir recommandations du rapport du Conseil d'analyse stratégique sur les aides dommageables à la biodiversité (octobre 2011) :
http://www.fnab.org/index.php?option=com_content&view=article&id=276:rapport-du-cas-sur-els-aides-dommageables-a-la-biodiversite&catid=30:actualites-de-la-bio&Itemid=43

[20] p.11 pour en savoir plus, voir notamment le rapport du groupe d'experts de haut niveau de l'ONU (octobre 2011) :
http://www.fnab.org/index.php?option=com_content&view=article&id=274:lonu-appellee-a-favoriser-la-transition-vers-une-agriculture-durable-et-ecologique-hlpe&catid=30:actualites-de-la-bio&Itemid=43

L'importance d'une politique publique nationale claire et affirmée

Les premiers freins à l'engagement d'agriculteurs en bio sont psycho-sociologiques¹ et le premier facteur de sécurisation des agriculteurs est l'affirmation d'une volonté partagée de développer la bio. Pour s'engager dans un changement aussi important de ses pratiques et de ses circuits commerciaux, un agriculteur doit bénéficier d'une visibilité à moyen terme : aides stabilisées et garanties, soutien aux fédérations biologiques qui participent à l'organisation de nouvelles filières, volonté politique, financement de l'accompagnement technique, valorisation et reconnaissance de la bio dans le cadre des formations agricoles....

Les périodes d'accélération des conversions ne sont pas celles où les aides étaient les plus élevées (2000-2002), mais celles où il existait **un affichage public clair en faveur de la bio** (1998-1999 et 2008-2009).

Les trois orientations fondamentales

- ✓ Faire reconnaître l'efficacité de l'agriculture biologique en terme de politique publique. C'est en effet l'agriculture qui génère le moins d'externalités négatives et le plus d'externalités positives. L'agriculture biologique est donc le modèle d'agriculture qui permet la meilleure allocation des ressources publiques et par incidence celle qui impacte le moins sur le contribuable.
- ✓ Démontrer qu'un développement à grande échelle de l'agriculture biologique est compatible avec les objectifs de sécurité et de souveraineté alimentaire et permettra une grande accessibilité de produits bio et locaux.
- ✓ Obtenir une gouvernance nouvelle dans les instances agricoles. La question de l'agriculture et de l'alimentation est l'affaire de tous. Les citoyens mais également la pluralité des structures de développement doivent avoir voix au chapitre.

¹ Cf. Garance Faugère, *Pour un essor durable des grandes cultures biologiques – connaître et lever les freins à la conversion*, FNAB / ONIC-ONICOL, 2001. Cf également Denise Van Dam, Jean Nizet, Marcus Dejardin, Michel Streit, *Les agricultures biologiques : ruptures et innovations*, Educagri éditions, 2009

POURQUOI la BIO ?

L'agriculture biologique se définit comme un mode de production agricole exempt de produits chimiques de synthèse et d'OGM. C'est aussi et surtout un mode de production durable et respectueux des hommes et de leur environnement. Pour cela, il s'appuie sur une approche globale de l'exploitation et de son milieu, aussi bien dans ses composantes technico-économiques que sociales, environnementales ou historiques.

L'agriculture biologique est basée sur l'équilibre entre le sol, les animaux et les cultures. En favorisant les équilibres et l'activité biologique des sols, c'est celui-ci que l'on nourrit et que l'on fait vivre et c'est la cohérence de fonctionnement du système que l'on vise.

La bio n'est pas seulement un système de production respectueux de l'environnement (1), mais également un modèle d'agriculture efficace économiquement (2) et socialement (3). La bio, c'est un projet de société, déjà porté par les citoyens et qui doit être désormais davantage porté par les politiques publiques.

1- Un agro-éco-système véritable excellence environnementale et sanitaire

Les pratiques mises en œuvre par l'agriculture biologique (rotation des cultures, restauration d'une mosaïque de milieux, suppression des produits chimiques de synthèse, lutte biologique...) ont des effets positifs directs et très sensibles² sur :

- la qualité de l'eau,
- la fertilité naturelle du sol (vie microbienne et structure du sol),
- la biodiversité sauvage (flore, insectes, vers-de-terre, papillons, oiseaux, petits mammifères, batraciens...) en particulier les abeilles et autres pollinisateurs,
- la biodiversité domestique (semences et races adaptées au milieu),
- la consommation d'énergie et l'effet de serre (100 unités d'azote chimique sur un hectare équivalent à 9 600 km en voiture),
- la santé des consommateurs mais aussi des agriculteurs, des salariés de l'agroalimentaire et des usagers de l'espace rural.

Même si aucune technique ne peut prétendre à la perfection environnementale, la bio est actuellement le mode de production agricole le plus abouti et le plus efficace en ce sens. Par ailleurs, elle est la seule à offrir une garantie « du sol à la table » : chaque acteur des filières bio est contrôlé une à trois fois par an.

Ainsi la bio ne se définit pas seulement par l'interdiction des produits chimiques de synthèse. Cette exigence est l'**un des moyens** que se sont donnés les acteurs bio (agriculteurs et entreprises) pour atteindre leurs objectifs.

² Hole et al., « Does organic farming benefit biodiversity ? », in *Biological Conservation* n° 122, pp. 113-130, 2005 ; Fleury Philippe et al., *Agriculture biologique et environnement, des enjeux convergents*, Educagri Éditions, 2011.

2- Une autonomie technique et économique : « faire mieux, avec moins »

L'agriculture biologique vise notamment à rendre les agriculteurs maîtres de leurs choix, ce qui s'appelle l'autonomie (à ne pas confondre avec l'autarcie : toute ferme est un milieu ouvert, tant d'un point de vue environnemental qu'économique).

L'autonomie technique consiste à ne pas dépendre d'importations d'aliments du bétail, de semences standardisées ou d'engrais chimiques, grâce à l'organisation d'un système de cultures et d'élevage complémentaires dans l'espace et dans le temps.

L'autonomie économique consiste à organiser des filières commerciales les plus « courtes » possibles, c'est-à-dire en réduisant le nombre d'intermédiaires et en rapprochant l'agriculteur des consommateurs. « Bio et local, c'est l'idéal ».

Témoignage :



Thierry Maire du Poset, producteur de lait AOC en plaine avec céréales a converti son exploitation en 2001. Son analyse est claire : « Mon système qui est bien cadré me permet de gagner autant que si j'avais 30 000 litres de plus en conventionnel, mais avec moins de travail. Cela veut dire : savoir faire mieux, avant de vouloir faire plus. »

Thierry MAIRE DU POSET
Rennes-sur-Loue (Doubs)
Date de conversion : 2001

3- La bio ne coûte pas plus cher pour la collectivité et crée de l'emploi !

Le surcoût apparent des produits bio est la conséquence de politiques agricoles inadaptées, qui ne prennent pas en compte les coûts environnementaux, sanitaires et sociaux de l'agriculture industrialisée.

Un exemple illustre bien le caractère illusoire du surcoût de la bio. Face à un début de détérioration de la qualité de l'eau, la ville de Munich a décidé en 1991 de s'engager au côté des agriculteurs pour faire changer les pratiques agricoles sur le bassin versant qui approvisionne la ville en eau potable. Une vaste opération de gestion forestière durable et de passage en bio est ainsi lancée et largement financée par la ville. Rapporté à la consommation d'eau de ses habitants, l'ensemble des aides attribuées aux agriculteurs pour les inciter à changer leurs pratiques correspond à une quote-part de 1 centime d'euro le mètre-cube. En France, la simple dénitrification de l'eau s'élève à plus de 28 centimes d'euro le mètre-cube. Ainsi, **le soutien aux agriculteurs bio coûte 28 fois moins cher que la dépollution de l'eau liée aux pratiques agricoles polluantes !**

Il en est de même pour les soins des longues maladies provoquées par l'exposition aux pesticides ou pour les coûts de main-d'œuvre qui résultent d'une fiscalité favorable à la mécanisation et défavorable à l'emploi salarié : il s'agit là de choix politiques réversibles.

LES VERITES SUR LA BIO

■ le prix de la bio : ce n'est pas que pour les bobos.

Le prix est souvent cité comme frein majeur à l'achat de produits bio³. Pourquoi ces derniers sont-ils en moyenne plus chers ?

D'une part, parce que les coûts de production bio (main d'œuvre plus importante, plus juste rémunération des producteurs, coûts des contrôles et des analyses) et de logistique (moindres volumes issus de fermes et d'opérateurs moins nombreux et plus dispersés) sont supérieurs à ceux de l'agriculture conventionnelle. D'autre part, car les aides publiques versées à la bio sont nettement inférieures à celles que reçoivent les exploitations agricoles non bio : 80% des aides sont attribuées à seulement 20% de grosses exploitations intensives. Mais aussi parce que la seule comparaison prix/quantité ne reflète ni les qualités organoleptiques des produits bio, ni l'absence de résidus de pesticides, ni leur richesse en nutriments (de 20 à 75% de plus en vitamines, sels minéraux, protéines et oligo-éléments que dans leurs homologues conventionnels).

Enfin, les prix des produits de l'agriculture conventionnelle sont artificiellement bas car ils n'intègrent pas les dégâts environnementaux, sociaux et de santé générés par leur production et leur consommation (externalités négatives). Une récente étude du CGDD⁴ montre ainsi que les coûts de potabilisation de l'eau dus à la conduite en agriculture conventionnelle des parcelles situées sur les aires d'alimentation des captages en eau potable se traduisent par des dépenses additionnelles pour les ménages d'environ 500 € / an. Une partie (7 à 12% en moyenne nationale) est répercutée sur la facture d'eau et le reste de ces coûts induits (achat d'eau en bouteille, filtrage domestique, collecte et traitement des emballages...) étant également mais indirectement à la charge des ménages (montants hors dépenses de santé éventuelles).

A ce sujet, aucune enquête sur les prix des produits non bio n'existe pour expliquer le report des coûts réels considérables sur la collectivité au profit des multinationales de l'agroalimentaire de l'agrochimie et de la grande distribution. A quand une véritable transparence de la filière tenant compte des marges des distributeurs et des conditions économiques et sociales de production ? En réalité l'agriculture conventionnelle industrialisée est très chère pour les citoyens, et au final, la bio est nettement moins onéreuse qu'il n'y semble.

Quoi qu'il en soit, dès aujourd'hui, la bio n'est pas réservée aux bobos. De nouveaux modes de distribution, permettant d'accéder à des fruits et légumes biologiques à des prix analogues à ceux des productions conventionnelles françaises, sont en plein développement : vente directe, vente de paniers, boutiques spécialisées, coopératives, groupements d'achat. Des projets solidaires permettant à des populations défavorisées d'accéder à des produits biologiques sont à promouvoir dans le cadre de partenariats public – privé. Enfin, un changement de régime alimentaire ou encore de façon de cuisiner permet d'arriver à des dépenses d'alimentation bio égales à celles d'un panier d'aliments conventionnels.

³ Enquête CSA / Agence bio (2007)

⁴ Commissariat Général au Développement Durable : *Coûts des principales pollutions agricoles de l'eau*, Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable (études et document n°52), septembre 2011 (p.3)

▪ La bio, une rupture technologique

Se mettre à la bio, ce n'est pas revenir à de vieux outils du néolithique. C'est développer des techniques minutieuses, fondées sur une nouvelle science : l'agro-écologie. Celle-ci mêle les savoirs et innovations nées de l'agronomie et de l'écologie, sur fond de sagesse ancienne. L'idée : s'intégrer au mieux aux écosystèmes. Il s'agit de mettre en place les conditions les plus favorables à la croissance des végétaux en imitant les processus naturels. Le paysan doit non seulement connaître la plante et le sol, mais aussi la faune et la flore locales, la flore microbienne, les cycles nutritifs. Il doit connaître les interactions entre les êtres vivants et s'y faire une place. Compliqué ? Non. Complexe ! Quelques points sur lesquels travaille la bio :

- Culture de variétés adaptées à l'environnement et non l'inverse, comme le pratique l'agriculture industrielle. En maintenant une diversité génétique dans les cultures on augmente ses capacités de résilience face aux perturbations du milieu, comme le changement climatique par exemple.
- Mise en valeur des services écologiques que nous rend la nature : le paysan va trouver des moyens de maintenir les vers de terre, carabes, coccinelles, abeilles et autres auxiliaires des cultures : trouver des plantes qui repoussent les phytophages. Optimiser les rotations de cultures pour réduire la pression parasitaire. Planter des haies et des arbres, qui protègent contre l'érosion des sols et hébergent pollinisateurs et prédateurs des ravageurs. Planter différentes variétés, pour intercepter au mieux les rayons du soleil.
- Soin à la terre : le semis sur couverture végétale permanente couvre le sol de plantes fauchées, légumineuses, protéagineuses et graminées. Poussant plus vite que les adventices, ces dernières nourrissent le sol, entretiennent sa fertilité et le protègent contre l'érosion. Soigner, c'est aussi émettre des diagnostics : sur des échantillons de sol, le paysan mesure la biomasse microbienne, la respiration, l'utilisation de l'azote, la dégradation de la cellulose, etc. Il apprend le langage du sol pour agir avec celui-ci.
- Lien avec le terroir : C'est créer un système de recyclage où les éléments retournent à la terre. Par exemple, en élevant des animaux sur une exploitation céréalière, les plantes fourragères fixent dans le sol les éléments nutritifs de l'air, sont mangées par les animaux, qui nourriront à leur tour la terre avec fumiers et lisiers.





▪ La mention bio : une garantie

L'usage du terme « bio » sur les produits alimentaires implique le respect du règlement européen de la bio, qui est le seul à exiger l'interdiction de l'usage des produits chimiques de synthèse avec un contrôle et une certification à chaque étape du produit, depuis la terre jusqu'à l'assiette. En France, il existe huit organismes qui contrôlent producteurs, transformateurs, distributeurs et importateurs, une à plusieurs fois par an. Ils sont agréés par l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO, chargé par les pouvoirs publics de la mise en œuvre des dispositions réglementaires) et accrédités par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC, chargé d'attester que les organismes et les laboratoires qu'il accrédite sont compétents et impartiaux et que toutes les procédures sont bien respectées).

Au niveau européen, le règlement bio voit le jour en 1991 et sera amendé jusqu'en 2008 avant de faire place à un nouveau règlement européen en 2009. Dans ce nouveau dispositif, l'essentiel de la réglementation européenne précédente a été préservée : les objectifs de la bio, l'interdiction de produits chimiques de synthèse, le refus des OGM et des techniques d'ionisation, l'utilisation de listes limitatives (engrais, fertilisants, produits de traitement...), le système de contrôle. Il comprend quelques modifications positives mineures telles que la mention de l'origine des matières premières.

Mais des modifications apportées réduisent qualitativement la portée de la réglementation. D'une part la suppression des règles nationales : la subsidiarité permettait à chaque membre de la communauté de fixer des règles plus contraignantes. Ainsi l'ancien règlement français concernant l'élevage et la production animale (appelé REPAB-F) a disparu, entraînant une baisse des exigences par rapport aux pratiques des éleveurs bio français : plus d'obligation de produire une partie de l'alimentation des animaux sur la ferme, traitements vétérinaires plus laxistes (notamment pas de limitations des anti-parasitaires), intensification des élevages de volailles. D'autre part, la tolérance de traces OGM jusqu'à 0,9%, s'alignant ainsi sur la réglementation générale, alors que le seuil de quantification est de 0,1%. Pour pallier ces insuffisances réglementaires, des marques privées collectives ont réalisé leur propre cahier des charges, comme Bio Cohérence, Nature et Progrès ou Demeter.



▪ La bio peut nourrir le monde :

Les fermes bio peuvent produire autant et parfois beaucoup plus que les conventionnelles. En étudiant les taux de rendement en bio dans 293 exemples, des chercheurs de l'Université du Michigan (Badgley et al) ont montré qu'une conversion planétaire à l'agriculture biologique (sans engrais azotés ni déforestation) produirait entre 2640 et 4 380 kilocalories par personne et par jour (soit plus que les 2500 kcal/jour nécessaires à un adulte). Surtout, l'étude montre que dans les régions les plus pauvres, la différence de rendement disparaît complètement, voire augmente en bio. Une autre enquête, menée par des chercheurs de l'Université d'Essex en 2005 (Pretty et Hine) sur 280 projets agricoles dans 57 pays en développement, calculent une augmentation du rendement de 79% en moyenne. En Afrique, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) a constaté un doublement de la production dans 114 petites fermes de 24 pays passées au bio. Selon la FAO, « *en Afrique subsaharienne, une conversion à l'agriculture bio à hauteur de 50% entraînerait probablement un accroissement des disponibilités alimentaires et une réduction de la dépendance à l'égard des denrées* ». Dans les pays développés les rendements bio peuvent atteindre tout de même 80% des rendements de l'agriculture conventionnelle (Pinstrup-Andersen).

Nourrir le monde ne se limite pas à des calculs de rendements. Cela implique d'abord une juste répartition des richesses. Un milliard de personnes n'ont pas accès à la nourriture, alors que « *la production mondiale actuelle de céréales est de 330 kg par an par personne, soit plus que les 200 nécessaires pour nourrir chacun avec 2200 kcal par jour* », calcule Marc Dufumier, ingénieur agronome et professeur d'agronomie à Agro Paris Tech. « *Les paysans pauvres ne sont pas compétitifs sur le marché international par rapport à ceux des pays riches, qui disposent de matériels hypersophistiqués. Les écarts de productivité et de revenu du travail sont de 1 à 200 !* ». Pire, ce sont les agriculteurs des grands pays exportateurs qui reçoivent le plus de subventions « *illégitimes et inégalement réparties* ». Cela suppose aussi de revoir les modes de consommation alimentaire adoptés dans les pays riches. Ils sont souvent mal équilibrés, coûteux en énergie tout au long de la chaîne de distribution et source de gaspillages importants. Les études réalisées sur ce dernier point s'accordent à dire que 30 à 40% des produits alimentaires disponibles pour les ménages finissent dans les poubelles.

Si elle peut produire beaucoup de nourriture, la bio ne résoudra pas à elle seule la famine dans le monde. Il faut protéger les agricultures vivrières des populations du Sud en cessant le dumping des pays riches en « *mettant des quotas sur les produits excédentaires et en renforçant les droits de douane aux importations* », propose Marc Dufumier.

LA BIO et LES AGRICULTURES

Repères

Appellation	Définition	Objectifs	Evaluation	Pratiques	Acteurs
L'agriculture biologique	« Concept global qui s'appuie sur le choix de valeurs comme le respect de la terre et des cycles biologiques, la santé, le respect de l'environnement, le bien-être animal, la vie sociale... C'est un mode de production agricole fondé sur un ensemble de techniques complexes excluant l'utilisation de produits chimiques de synthèse ». FNAB	Respect des écosystèmes naturels Respect de la santé humaine et animale Recherche d'un développement économique cohérent	Cahier des charges par production Contrôles indépendants Certification Attribution de la marque AB	Concerne toutes les productions Produits chimiques de synthèse interdits Rotations culturales longues Gestion de la matière organique OGM interdits	Fédération nationale d'agriculture biologique (FNAB) Nature & Progrès Agence Bio Institut technique de l'agriculture biologique (ITAB) IFOAM (International federation of organic agriculture movement)
L'agriculture paysanne	« L'agriculture paysanne doit permettre à un maximum de paysans répartis sur tout le territoire de vivre décemment de leur métier en produisant sur une exploitation à taille humaine une alimentation saine et de qualité, sans remettre en cause les ressources naturelles de demain. Elle doit participer avec les citoyens à rendre le milieu rural vivant dans un cadre de vie apprécié par tous. » FADEAR	Respect des sociétés paysannes et de l'emploi agricole et rural réparti sur tout le territoire, sur des exploitations à taille humaine	Charte de l'agriculture paysanne Indicateurs socio-économiques Diagnostics agro-environnementaux	Concerne toutes les productions Autonomie en protéines Réduction d'intrants Rotations culturales longues Gestion des pâturages Produits fermiers Entretien de l'espace rural	FADEAR Confédération Paysanne Coordination paysanne européenne Via campesina
L'agriculture durable	« L'agriculture durable invite à promouvoir et à pratiquer une agriculture économiquement viable, saine pour l'environnement et socialement équitable. L'agriculture durable est une agriculture soutenable car elle répond aux besoins d'aujourd'hui (aliments sains, eau de qualité, emploi et qualité de vie) sans remettre en cause les ressources naturelles ». RAD	Promouvoir des systèmes de production autonomes et économes Rendre les exploitations viables, vivables et transmissibles Constituer des espaces d'échange entre paysans et citoyens	Cahier des charges par production Contrôles indépendants (dans certains cas) Certification (idem)	Concerne les exploitations de polyculture-élevage et élevages Réduction des intrants Rotations culturales longues Gestion des pâturages Autonomie en protéines Entretien de l'espace rural	Réseau agriculture durable (RAD) Fédération nationale des centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (FNCIVAM)

Source :
Samuel
Ferret

La fin du modèle agricole industriel : chiffres et motifs d'indignations

« Il ne faudrait pas ex-aspérer, il faudrait es-pérer. » S. Hessel

1 humain sur 6 ne mange pas à sa **faim dans le monde**, soit plus d'un milliard d'habitants.
80% des sous-alimentés sont des agriculteurs.

- └ Nous produisons assez pour nourrir le monde. Le problème est une question de répartition.
- └ Chaque région peut viser l'autosuffisance, la souveraineté alimentaire.

30% de l'alimentation produite est **jetée** en Europe.

- └ Il est nécessaire de réglementer ces dérives au niveau de la distribution. Au niveau de la consommation, sensibiliser les citoyens.

Les prix agricoles flambent en partie à cause de la **spéculation** : les matières premières sur les marchés agricoles sont échangées 1 000 fois plus que le réel.

- └ Il faut remettre du rationnel dans les marchés financiers, sortir l'agriculture des marchés financiers spéculatifs et relocaliser la production, la transformation et la consommation. (exemple des AMAP – associations pour le maintien de l'agriculture paysanne)

96% des cours d'eau et 50% des **nappes phréatiques françaises sont polluées**, en grande majorité par les produits phytosanitaires.

- └ Plutôt prévenir que guérir ! voir l'expérience de Munich : 1 centime par m3 d'eau distribué dépensé dans le maintien de l'AB contre 28 centimes de dépollution en cas de maintien de l'agriculture conventionnelle.

20% des **bénéficiaires de la Politique Agricole Commune** reçoivent 80% des aides.

- └ La PAC réparti inégalement ses aides. La PAC contribue à la disparition de l'agriculture familiale et à la concentration des moyens de production dans les mains d'une oligarchie alimentaire.

Les aides de la PAC aux producteurs sont en grande partie captées par l'industrie agro alimentaire, qui fait baisser les prix d'achat de la matière première. Les aides composent 80% du revenu des agriculteurs et leur revenu a baissé de 15% depuis 2000.

- └ Les agriculteurs bio, notamment par le développement de la vente directe au consommateur mais aussi par leurs économies d'intrants, sont plus autonomes économiquement.

66% des paysans en France **ont disparu** depuis la mise en place de la PAC, il y a 60 ans qui soutient la productivité maximum.

- └ Alors que nous sommes dans une crise massive de chômage il faut soutenir l'emploi : les emplois existants et les nouveaux emplois. En agriculture bio, la main d'œuvre employée est au moins de 20 à 30% plus importante qu'en conventionnel (désherbage manuel, fermes à taille humaine, etc.).

La France perd l'équivalent d'un **département** en surfaces agricoles tous les 7 ans.

- └ Maintenir des ceintures vertes autour des villes, des jardins partagés et favoriser la reprise des exploitations.

Le modèle agricole actuel est responsable de 30% des **émissions actuelles de gaz à effet de serre**.

- └ Convertir l'agriculture mondiale aux pratiques de l'agriculture biologique permettrait de réduire de 40% les émissions agricoles d'ici 2030, avec un quasi équilibre de la production alimentaire mondiale.

Les sols sont en mauvaise santé. En 1984, un hectare de terre cultivée contenait plus de 2 tonnes de vers, aujourd'hui il n'en contient plus que 100kg. Le monde a perdu 75% de sa **biodiversité** depuis le début du 20^{ème} siècle

- └ L'agriculture biologique encourage la biodiversité, travaille avec elle et non pas contre elle.

La France est au 19^{ème} rang européen en matière de surfaces bio, mais aussi 1^{er} pays **consommateur de pesticides**. Selon une expertise collective de l'INSERM de 2008, les pesticides sont une cause possible de nombreux cancers.

- └ L'agriculture bio n'utilise pas de pesticides chimiques de synthèse.

PRESENTATION de nos organisations

La FNAB



Créé en 1978 afin de porter la voix des producteurs biologiques, la FNAB est à ce jour le seul réseau professionnel agricole spécialisé en agriculture biologique en France. Elle pour objet l'organisation, la représentation et la défense au plan national et international de la profession d'agrobiologiste et s'investit dans l'appui à l'organisation des producteurs pour un développement cohérent, solidaire et durable du mode de production biologique. En tant que réseau de proximité et de compétences, elle se compose d'une fédération nationale et de groupements régionaux et départementaux répartis sur le territoire. La FNAB représente à ce jour plus de 10 000 paysans bio. <http://www.fnab.org>

Bio Consom'acteurs



L'association Bio Consom'acteurs œuvre pour le développement d'une agriculture biologique locale et équitable. Elle sensibilise et informe les citoyens sur l'importance de leurs choix de consommation. Elle interpelle les élus sur la nécessité de mettre tous les moyens en œuvre pour favoriser le développement de cette agriculture. Elle encourage des échanges garantissant du producteur au consommateur des pratiques sociales et économiques respectueuses de l'Homme et de son environnement. www.bioconsomacteurs.org

Terre de liens



Enrayer la disparition des terres agricoles, alléger le parcours des agriculteurs qui cherchent à s'installer, développer l'agriculture biologique et paysanne. Voici les engagements qui mobilisent Terre de Liens à travers 20 régions de France. Notre initiative s'appuie sur une dynamique associative et citoyenne atypique : l'épargne et les dons du public permettent d'acquérir du foncier agricole et de recréer du lien entre paysans et citoyens pour préserver les fermes à travers les générations. Au-delà, Terre de Liens informe l'opinion publique et noue des partenariats avec les décideurs locaux pour impulser de nouvelles dynamiques dans les territoires. L'objectif : impliquer le plus grand nombre dans l'avenir de nos campagnes et donner l'occasion d'exercer notre responsabilité collective. www.terredeliens.org



Les organisations associées

Générations Futures



Générations Futures (ex-Mouvement pour les Droits et le Respect des Générations Futures - MDRGF) est une association de défense de l'environnement agréée par le ministère de l'écologie depuis 2008 et reconnue d'intérêt générale, fondée en 1996 par G. Toutain, agronome, et F. Veillerette, enseignant et auteur notamment de l'ouvrage de référence « Pesticides, révélations sur un scandale français ». Cette association mène des actions (enquêtes, colloques, actions en justice, campagne de sensibilisation...) pour informer sur les risques de diverses pollutions (notamment les substances chimiques en général et les pesticides en particulier) et promouvoir des alternatives en vue d'en réduire les impacts négatifs pour la santé et l'environnement. www.generations-futures.fr

Nature et progrès



Nature et Progrès est une association qui rassemble producteurs, transformateurs, distributeurs et consommateurs de produits biologique. Née en 1964, elle rédige les premiers cahiers des charges de l'agriculture biologique en France, qui seront homologués par les pouvoirs publics avant la mise en place de la réglementation Bio européenne. Aujourd'hui marque privée, Nature & Progrès délivre sa mention sur la base de ses cahiers des charges associés à une charte éthique. Elle édite également une revue. Association militante de l'écologie pratique, elle propose une alternative concrète aux désordres écologiques, sanitaires et humains de l'agriculture industrielle, un projet de société basé sur des relations de convivialité et de proximité entre les hommes et leur milieu. www.natureetprogres.org

Le MABD



Le Mouvement de l'Agriculture Bio-Dynamique a pour but de promouvoir et développer l'Agriculture Bio-Dynamique dont les fondements ont été donnés par Rudolf Steiner. Le Mouvement (association Loi 1901) regroupe l'ensemble des personnes intéressées par cette agriculture : consommateurs, jardiniers amateurs, commerçants, agriculteurs et transformateurs... Il est représenté au niveau régional par différentes associations fédérées et coopère avec d'autres associations liées à l'agriculture Bio-Dynamique. Ses activités : formations –stages et voyages d'étude-, édition –livres et documents divers, publications –revue Biodynamis-, diffusion d'information, coordination de groupes locaux ou thématiques. www.bio-dynamie.org

Agir Pour l'Environnement



Agir pour l'Environnement est une association citoyenne nationale de protection de l'environnement. Le but de l'association est de faire pression sur les responsables politiques et décideurs économiques en menant des campagnes de mobilisation citoyenne réunissant un réseau d'associations et de citoyens le plus large possible. En 15 ans, Agir pour l'Environnement a mené une quarantaine de campagnes sur des thèmes aussi divers que : les ogm, les pesticides, la promotion de l'agriculture biologique, les antennes relais de téléphonie mobile, l'agression publicitaire, les autoroutes, la défense des énergies renouvelables, le nucléaire etc.

www.agirpourenvironnement.org

Pour agir : Citoyens, osez la bio !

La campagne bio, partout, pour tous :

- Découvrez le site commun :

www.jaimelabio.fr



- Découvrez la nouvelle campagne cartes postales d'Agir pour l'environnement et de ses 28 organisations partenaires :
« [développons l'agriculture biologique](#) »



- Signez la **pétition OSONS la BIO !** en cliquant sur l'image ou sur :

<http://action.bioconsomacteurs.org/>



Les rendez-vous de la campagne !



Le 5 novembre, Dominique Marion, président de la Fnab, lance la campagne en participant à la table ronde inaugurale du salon Marjolaine intitulée « **Penser l'avenir** ». L'occasion d'adresser directement à Eva Joly, Jean-Luc Mélenchon et Yann Werhling (porte parole de F.Bayrou) les constats, propositions et revendications du réseau pour une nouvelle étape de reconnaissance de l'agriculture biologique dans la mandature 2012-2017. Voir les vidéos en cliquant sur l'image.



Agir pour l'environnement, la FNAB, Terre de liens et Bio Consom'acteurs vont à la rencontre des consommateurs bio et citoyens. Ces organisations tiennent un **stand commun de mobilisation citoyenne** au Salon Marjolaine du 5 au 13 novembre. Pour en savoir plus, cliquez sur l'image.



Le 19 novembre, à 16h : Bioconsom'acteurs sensibilise les citoyens et organise une **Conférence Bio, nutrition, santé** : à la mairie du 9^{ème}, qui fera un état de la recherche suite à la conférence internationale de Prague sur la qualité de l'alimentation biologique, par Claude Aubert et Denis Lairon.



Le 24 novembre à la BNF, la FNAB organise 2 colloques lors d'une **journée nationale exceptionnelle de mobilisation en faveur de l'agriculture biologique**. Les orientations pour 2012 seront débattues, en présence du réseau FNAB, des partenaires, d'élus, d'experts et de scientifiques, des représentants des candidats à l'élection présidentielle.

Cliquez sur l'image pour obtenir le programme.



Lors du Salon International de l'Agriculture, du 25 février au 4 mars 2012, la FNAB sera présente. Elle sera notamment sur le **stand de l'Agence Bio**, et participera à diverses manifestations.



Du 20 au 30 mars 2012 se déroulera dans toute la France, la semaine pour les alternatives aux pesticides.

Et le 23 et 24 mars, lors d'un **Congrès international pesticides et santé**, nos organisations exploreront les voies d'amélioration possible à travers des ateliers techniques sur les modèles agronomiques alternatifs.

PROSPECTIVE : La France en 2050 : le paysage agricole et alimentaire avec 50% de surfaces en bio

L'horizon 2050, est généralement associé à la question démographique et au probable passage de la barre des 9 milliards d'habitants sur la planète. Cette approche permet trop souvent de légitimer une agriculture industrielle et techno-scientiste comme seule solution pour nourrir la population mondiale à cette échéance.

Cependant cette vision agricole néglige bon nombre d'impasses qui se profilent, comme la fin de la parenthèse des énergies fossiles bon marché, sur laquelle elle se repose : les conséquences agronomiques et environnementales de l'emploi des engrais et produits chimiques de synthèse, ainsi que les risques encourus par le développement sournois des bio-technologies au mépris de la volonté des peuples.

De plus, depuis l'entrée de l'agriculture mondiale dans l'OMC, c'est à dire la mise en concurrence des diverses agricultures pratiquées dans le monde, on constate que les systèmes vivriers sont mis à mal par la confrontation économique avec les modèles mécanisés et subventionnés, ruinant les paysans et déstabilisant des pays entiers, du fait de la spéculation qui s'est emparée du marché des denrées alimentaires et des terres.

Le mode de consommation occidentale n'est pas généralisable et la généralisation de son impact environnemental n'est pas souhaitable non plus.

Alors, nourrir 9 milliards d'habitants en 2050, avec équité imposera forcément un recentrage sur les territoires et les pratiques locales dans le respect de la dimension globale des enjeux.

Des rapports, notamment celui de la FAO, paru en 2007, questionnent d'ores et déjà la possibilité de faire face aux besoins alimentaires de la population mondiale en 2050 grâce aux pratiques de l'agriculture bio.

A la manière de ce qui est conduit autour des questions énergétiques liées à l'habitat, il faut saluer le travail initié par SOLAGRO, [Afterres 2050](#) qui construit avec certitude un scénario agricole français mêlant 50% d'agriculture biologique et 50% d'agriculture intégrée en 2050. L'agriculture intégrée reprend les fondamentaux de l'agriculture bio (rotations longues, légumineuses, etc.) et s'autorise un recours à l'azote minéral et aux produits phytosanitaires en cas d'urgence.

Les premières données que fournit cette hypothèse se traduiraient par un redéploiement humain dans nos campagnes pour accompagner ce changement de modèle agricole, avec des unités de transformation relocalisées, dans des filières courtes et socialement plus justes.

Induisant également un remodelage des paysages qui permet de recréer des écosystèmes propices à l'agriculture biologique et apporte des solutions énergétiques (bois des haies, agroforesterie, petites usines de méthanisation.) pour faire face à la raréfaction des énergies fossiles.

De plus, il semblerait que l'on puisse dégager des hectares pour approvisionner en biomasse le secteur naissant de la chimie verte, ainsi que de contribuer à bâtir des filières d'éco-construction.

Nos organisations, actrices de la transition vers un modèle de développement local de ce type, respectant l'environnement et portées par les valeurs de l'économie sociale et solidaire, en appellent donc à ce que soit mené un travail de prospective par les instances compétentes avec une approche transversale. Prospective qui devra se placer dans le respect des pays tiers, leurs permettant d'élaborer de scénarios du même ordre, afin d'aboutir à une mise en cohérence des sécurités énergétique, alimentaire et sociale à travers le monde.